

Relectures postcoloniales des échanges artistiques et culturels entre Europe et Maghreb (Algérie, France, Italie, Maroc et Tunisie) 18^e-21^e siècles



Colloque international organisé par l'Académie de France à Rome-Villa Médicis, le Centre F.G. Pariset de l'Université de Bordeaux-Montaigne, l'École française de Rome, l'École du Louvre, Paris, l'Institut National d'Histoire de l'Art (Axe Mondialisation), Paris, l'Institut de Recherches sur le Maghreb Contemporain, Tunis, le Laboratoire d'Archéologie et d'Architecture Maghrébines de l'Université de la Manouba-Tunis et le Musée du Louvre (Département des Antiquités Grecques, Etrusques et Romaines ; Département des Arts de l'Islam), Paris.

Il se déroulera en trois sessions : Paris, 12-13/12/14 ; Rome, 9-10/04/15 et Tunis, 4-6/06/15

COMITÉ D'ORGANISATION

Éric de Chassey, directeur de l'Académie de France à Rome-Villa Médicis, professeur d'histoire de l'art contemporain à l'École Normale Supérieure de Lyon

Karima Dirèche, directrice de l'IRMC, Tunis, chargée de recherches au CNRS

Philippe Durey, directeur de l'École du Louvre, conservateur général du Patrimoine

Jean-Luc Martinez, directeur du Musée du Louvre, conservateur général du Patrimoine

Catherine Virlovet, directrice de l'École française de Rome, professeur d'histoire ancienne à l'Université d'Aix-Marseille

Stéphane Bourdin, directeur des études pour l'Antiquité, École française de Rome, maître de conférences en histoire antique à l'Université de Picardie

François Dumasy, directeur des études pour les Époques moderne et contemporaine, École française de Rome, maître de conférences à l'IEP d'Aix-Marseille

Dominique Jarrassé, professeur d'histoire de l'art contemporain à Bordeaux-Montaigne et membre de l'Équipe de recherche de l'École du Louvre

Annick Lemoine, chargée de mission à l'Académie de France à Rome-Villa Médicis, maître de conférences en histoire de l'art moderne à l'Université de Rennes 2

Ahmed Saadaoui, professeur d'histoire de l'architecture, Université de La Manouba

Sophie Saint-Amans, docteur en histoire, chargée de l'administration des bases scientifiques au Département des AGER du Musée du Louvre

COMITÉ SCIENTIFIQUE

Badia Belabed-Sahraoui, architecte, professeur à l'Université de Constantine

Stéphane Bourdin, directeur des études pour l'Antiquité, École française de Rome, maître de conférences en histoire antique à l'Université de Picardie

Éric de Chassey, directeur de l'Académie de France à Rome, professeur d'histoire de l'art contemporain à l'École Normale Supérieure de Lyon

François Dumasy, directeur des études pour les Époques moderne et contemporaine, École française de Rome, maître de conférences à l'IEP d'Aix-Marseille
Benoît de L'Estoile, directeur de recherches au CNRS, Iris

Hannah Feldman, professeure associée d'histoire de l'art, Northwestern University

Ezio Godoli, professeur d'histoire de l'architecture à l'Université de Florence

Mohamed Sghir Janjar, directeur adjoint de la Fondation du Roi Abdul Aziz Al-Saoud pour les Études Islamiques et les Sciences Humaines, Casablanca

Dominique Jarrassé, professeur d'histoire de l'art contemporain à Bordeaux-Montaigne et membre de l'Équipe de recherche de l'École du Louvre

Yannick Lintz, directrice du Département des Arts de l'Islam, Musée du Louvre

Zahia Rahmani, conseiller scientifique à l'INHA, Programme Art et mondialisation

Ahmed Saadaoui, professeur d'histoire de l'architecture, Université de la Manouba
Daniel Sherman, professeur, University of North Carolina, Chapel Hill

ARGUMENTAIRE

Ce colloque souhaite, en réunissant des spécialistes des deux rives de la Méditerranée et d'ailleurs, envisager comment se sont construites les relations culturelles et artistiques entre France, Italie et Maghreb dans des moments cruciaux de leur histoire, avant la colonisation, en situation coloniale et après les indépendances, mais en se situant aujourd'hui, dans l'héritage des regards, des échanges et des représentations. Ces relations se sont certes inscrites dans l'art, l'architecture, l'archéologie et les institutions culturelles comme les musées, elles ne relèvent cependant pas de la seule histoire de l'art ou archéologie, mais d'une contribution des sciences sociales les plus larges : sociologie, anthropologie, études postcoloniales...

Ces questions doivent être revisitées à la lumière de la réflexion postcoloniale et d'une déconstruction systématique des regards et des savoirs, aujourd'hui bien engagée. L'objectif premier se situe donc dans la prise en considération des relations présentes et de

la gestion d'un héritage commun. Souvent envisagés comme une relation à sens unique, en termes de domination ou de transferts de modèles d'une métropole vers des périphéries, ces échanges ont été bien plus riches et complexes. Il ne s'agit pas d'édulcorer la relation coloniale, mais de la replacer dans le temps long et de montrer comment la culture européenne s'est elle-même transformée à ces contacts étroits et comment l'apport du « terrain » nord-africain a pu contribuer à l'évolution des sciences humaines et sociales. De même, il convient d'analyser comment la culture des pays du Maghreb s'est trouvée modelée par les occupations française et italienne, par les déplacements de population, par l'imbrication et l'évolution de communautés aux identités plurielles et aux histoires néanmoins communes. Cette région du monde, de part et d'autre de la Méditerranée, offre donc aujourd'hui une histoire partagée à réécrire.

La spécificité des différents partenaires et des lieux de rencontres, Paris, Rome et Tunis, garantit la pluralité des approches. L'utilisation du terme « postcolonial » dans le titre de ce colloque traduit une volonté de confronter aussi ces sujets aux hypothèses proposées par ce domaine de réflexion qui fournit des principes critiques fructueux : une nécessaire contextualisation de toute réflexion dans les débats actuels, le dépassement des entraves de l'ethnocentrisme et de l'orientalisme, l'instauration d'un véritable dialogue entre ces cultures marquées dans un sens ou un autre par l'expérience coloniale. Né du refus de l'essentialisme inscrit dans la relation coloniale et conjugué avec la nécessité de repenser les récits linéaires de la modernisation des « autres », le projet ne tient donc pas tant à une accumulation de nouvelles connaissances qu'au décentrement de nos savoirs.

La vitalité politique et esthétique de ces régions, comme la modification des équilibres géopolitiques, suggèrent de nouvelles dynamiques de recherches.

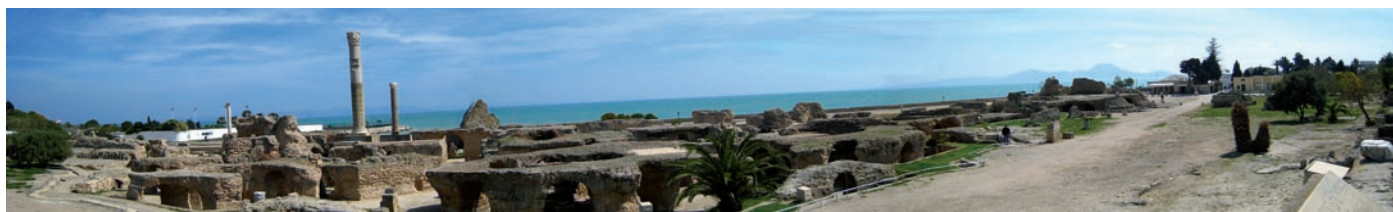
■ AXES THÉMATIQUES

Le colloque *Relectures postcoloniales des échanges artistiques et culturels entre Algérie, France, Italie, Maroc et Tunisie (18^e-21^e siècles)* s'articule entre trois thématiques, trois sessions et trois lieux, selon un axe géographique qui unit les deux rives de la Méditerranée.

La première section du colloque propose d'explorer l'héritage des musées coloniaux, comme l'héritage colonial des musées. Cela signifie donc qu'il ne saurait être question d'examiner, sur une rive, le Museo nazionale de Rome, dont le dernier avatar (IsIAO) vient d'être liquidé sans explication, ou le musée du Quai Branly à qui on voudrait faire porter seul, du fait de l'histoire de ses collections, la fonction exutoire d'un passé mal digéré et, sur l'autre rive, les musées créés en situation coloniale, comme s'ils étaient sans lien. Il convient d'entremêler les deux champs et surtout d'étendre l'enquête à tout type de musée (du Louvre au controversé musée de l'histoire de la France et de l'Algérie et au MuCEM dont la vocation de pont entre les deux rives est fortement affirmée), à l'impact de la culture coloniale et des enrichissements réalisés durant la période coloniale sur leur conception et leurs collections, et à la politique actuelle de ces musées dans leur relation avec les anciennes colonies du Maghreb... Car les échanges sont encore aujourd'hui intenses. Bien sûr, cette section axée sur l'histoire des musées et la muséologie, recoupe celle qui concerne la colonisation archéologique et patrimoniale ; les processus de dépossession et d'appropriation y jouent sur le même plan et doivent être étudiés ensemble pour être compréhensibles. À la lumière d'un temps long, il sera possible également de percevoir le rôle des premiers collectionneurs, en particulier dans le Maghreb *pré-colonial* (quoique déjà en proie à des formes d'impérialisme occidental), tels le Bey, le fils du premier ministre Kaznadar ou le consul anglais Reade, dans le cas de la Tunisie. Il est proposé de réexaminer la place du Maghreb

dans des musées nationaux spécialisés comme le Quai Branly et la section des Arts islamiques du Louvre, dans les collections archéologiques et ethnographiques italiennes et françaises, mais aussi dans les musées maghrébins accueillant des collections de beaux-arts, archéologie, ethnographie. Certains musées, notamment au Maroc, ont été créés pour encadrer ou fournir des modèles en vue d'une « régénérescence » des arts dits indigènes. Les modalités de la collecte et de la classification des objets muséalisés, l'usage performatif des catégories de l'histoire de l'art européenne (archéologies romaine, paléochrétienne, « musulmane » remplacé aujourd'hui par « islamique », arts et traditions « populaires », civilisations...) et d'une anthropologie marquée par le paradigme évolutionniste ont créé des hiérarchisations implicites... On doit se souvenir que la constitution des disciplines consacrées à ces domaines, et surtout leur institutionnalisation, s'est déroulée dans le contexte de montée, puis d'apogée, du colonialisme ; ces interférences ont pesé lourdement, non seulement sur les hiérarchisations entre cultures européennes et maghrébines, mais dans la constitution même des collections. Le contexte actuel, dans une ère *post-coloniale*, invite à repenser la qualification de ces objets et le fonctionnement des musées hérités ou remodelés.

La deuxième section est consacrée aux arts visuels sous l'angle à la fois historique et contemporain. Elle concerne les productions artistiques en contexte colonial et l'art contemporain en lien avec les pays concernés. L'enjeu est de revenir ici sur les notions d'héritages et d'essentialisme propres aux productions artistiques dites post-coloniales. Pour des raisons simplificatrices, communicationnelles ou économiques, il est avéré que ces œuvres du passé et celles d'aujourd'hui sont sans cesse envisagées dans leur relation avec les identités et la culture des communautés d'origine de leurs producteurs. Il est pourtant acquis que l'identité coloniale ne peut être une mesure fixe, et qu'elle n'a pas cessé de se redessiner.



Appel à communication

Les artistes en ont exprimé l'expérience selon des modes de créations artistiques très divers. Force est de constater, avec le tournant anthropologique qui caractérise aujourd'hui le champ de l'art, que le fonctionnement et l'héritage de ces processus identitaires ont joué et jouent un rôle central dans le processus créatif et sa réception.

Qu'il s'agisse de la tentative de créations d'« écoles », au double sens évidemment de structures d'enseignement, mais surtout de groupes d'artistes ancrés dans un territoire (école d'Alger, école de Tunis, artistes italiens de Tunisie...), ou au contraire d'une incessante déterritorialisation au gré d'exils et de migrations qui ont touché de nombreux individus pris dans l'état de l'histoire et de ses vicissitudes, - on pense notamment à la manière dont les identités ont été captées et réduites à des dénominateurs communs comme « arabe », « blanc », « juif », « pieds-noirs », « roumi » ... - dans l'un et l'autre cas, les artistes n'ont pu échapper à l'assignation de « l'origine » alors que la déterritorialisation se révèle une expérience fondatrice d'une nouvelle modalité d'existence qui nourrit largement leurs pratiques. Avec l'art contemporain, la dernière scène artistique internationale a réitéré ce schéma. Ramenant les artistes de la diaspora ou issus de migrations à un régionalisme « maghrébin » dont les œuvres en porteraient les indices culturels. Les critères esthétiques d'évaluation artistiques semblent ne pas concerner ces œuvres, souvent elles aussi convoquées sous le label « postcolonial ».

Cette double perspective permet d'établir des continuités avec des processus plus anciens, tel l'orientalisme qui n'a pas attendu la colonisation pour se développer et s'est mué aisément en « art colonial », notion particulièrement développée en Italie dans l'entre-deux-guerres comme l'attestent les Mostre internazionali d'Arte coloniale à Rome (1931) et à Naples (1934), ainsi une section algérienne est organisée par Jean Alazard, qui regroupe artistes occidentaux et arts indigènes. Des convergences se sont construites dans les regards coloniaux français et italiens, malgré des fondements idéologiques différents. L'art colonial commandité par les institutions, bourses de voyages, décors officiels, etc., reste un champ immense, à peine abordé par des lectures historiennes parfois réductrices dans leur vision binaire ou dans leur incapacité à

regarder ces arts autrement que comme « propagande ».

Il convient de poursuivre la démarche démystificatrice de *L'Orientalisme* d'Edward Said, en combinant analyse des valeurs esthétiques et lectures géopolitiques. Et il est nécessaire et opportun de soumettre aujourd'hui l'intention de Said à une lecture du sous-texte. Déconstruire les représentations de l'autre ne signifie pas que l'autre « convoqué » existe. Le système de l'art quant à lui perpétue cette fiction. Pourquoi ? On est ici au cœur des représentations que la pensée postcoloniale et les artistes contemporains tentent « d'exposer ». Ces derniers sont souvent assignés à exprimer la note « originaire » attendue, en continuité avec des catégories identitaires sur lesquelles ils s'appuient pour effectuer un travail critique. Mais cet « essentialisme stratégique » montre aussi ses limites.

La troisième section associe trois champs d'étude aux intrications nombreuses, qui s'avèrent les mieux explorés : les transferts architecturaux, la colonisation archéologique, l'« invention » et les usages des patrimoines. Ainsi, sous la direction d'Ezio Godoli, une impressionnante série de travaux a montré le rôle des architectes italiens dans tous les pays du pourtour oriental et méridional de la Méditerranée, des programmes de recherches Euromed Heritage ont exploré les patrimoines euro-méditerranéens, l'IRMC a mené des programmes sur les liens entre patrimonialisation et création architecturale. La question des identités et de la modernité a été privilégiée dans des débats sur l'« arabisation » ou le néo-mauresque, sur le fantasme d'une « architecture méditerranéenne » ou « rationaliste », sur l'architecture utopique des projets architecturaux et urbains dans les colonies, italiennes surtout. Cependant bien des fonds d'archives restent à explorer et des figures d'architectes, d'archéologues ou d'acteurs du patrimoine restent à découvrir ou à mieux connaître, des laboratoires universitaires tunisiens, algériens et marocains se sont fondés sur ces thématiques, des recherches doctorales ont été menées ou sont en cours sur le musée des beaux-arts d'Alger, sur l'histoire de l'archéologie au Maghreb, sur Prosper Ricard, qui a étudié les « arts indigènes » du Maroc à la Libye, etc. Ici il semble donc que la relecture postcoloniale

puisse s'appuyer sur d'importants travaux dont les démarches demeurent parfois trop essentialistes, du fait des enjeux identitaires et idéologiques qui s'y inscrivent. De ce fait, les orientations souhaitées pour cette section seraient plutôt l'identification des processus à l'œuvre dans la production d'architectures hybrides (et cela dès avant la colonisation), les réflexions sur l'impact actuel de ces études sur les architectes ayant œuvré en territoire colonisé, le rôle des intermédiaires au cours des diverses périodes, la transmission des compétences entre systèmes coloniaux et nationaux, les réinventions, pour ne pas dire recyclages politiquement corrects, des créations du temps colonial, le rôle complexe des institutions coloniales dans la patrimonialisation, la réappropriation après les indépendances... Si, très vite pour des raisons politiques et économiques évidentes, ces trois domaines-architecture, archéologie et patrimoine, propices à l'expression identitaire - ont fait l'objet de l'attention des instances gérant ces territoires, les fonctions qui leur sont assignées aujourd'hui demeurent centrales, car elles touchent à la fois aux identités reconstruites et aux stéréotypes touristiques. Le tourisme, né en situation coloniale lui aussi, pèse en effet lourdement sur les représentations, selon les pays depuis les indépendances. De tels questionnements voudraient renverser les approches à sens unique perpétuant un schéma centre/périphérie et éclairer les implications qui se sont produites en retour dans l'architecture, dans les savoirs académiques, sciences de l'antiquité (histoire ancienne, archéologie, épigraphie, pour lesquelles la contribution de la documentation nord-africaine a été essentielle), ou sciences humaines en général, dans la qualification des objets patrimoniaux.

Les langues du colloque seront l'anglais, l'arabe, le français et l'italien.

Les propositions comporteront un titre et un texte d'au maximum 3000 signes, et une biographie de maximum 350 signes ; en cas de proposition en arabe, il conviendra d'y joindre un résumé en français ou en anglais. Les propositions pour les trois sessions du colloque sont à adresser, au plus tard le 15 juillet 2014, à : Une réponse sera apportée fin septembre à l'ensemble des propositions.

Coordination : **Dominique Jarrassé**